



TOGO

Semaine du climat et des énergies renouvelables

6 au 15 Février 2009

Nous proposons les grandes lignes du rapport de
la Semaine du climat et des Energies Renouvelables,
présenté par JVE - Togo.

Pour plus d'informations, contacter : JVE Togo à l'adresse suivante : yvetogo@hotmail.com

Les Partenaires

AIIESEC



Un séminaire de formation

Le *Jatropha Curcas*

M. Marcellin AIGBE, représentant de Jeunesse Sans Frontière – Bénin a présenté le fruit de recherches multidisciplinaires initiées en 2003 qui ont porté sur une plante non alimentaire, le *Jatropha Curcas* (dit Babati en Ewé). Cette équipe de recherche dont faisait partie M. AIGBE a pu extraire du *Jatropha*, une huile qui dans un premier temps servait à faire fonctionner les moulins, les lanternes, les réchauds, comme biocarburant diesel. Par la suite, cette huile a pu servir à fabriquer des bio pesticides, et des bio fertilisants. Il est même envisageable de fabriquer d'autres produits tels que des savons et des pommades avec des extraits de cette plante.

Malgré l'aspect révolutionnaire de cette découverte, les participants ont soulevé quelques inquiétudes :

- L'Afrique avec ses problèmes d'autosuffisance alimentaire peut-elle se permettre de mobiliser des terres cultivables pour la culture de *Jatropha* ?
- La promotion de cette culture ne conduirait-elle pas à une désertification de nos forêts ?

Toutes ces questions trouvent leur réponse dans le fait que le *Jatropha* peut pousser sur n'importe quelle surface naturelle, y compris le désert et la plage et qu'il nécessite peu d'eau. Ainsi, il permet de faire de la polyculture, c'est-à-dire qu'il peut pousser dans un champ de légumes (carottes, choux,..). Cette caractéristique de la plante offre de larges possibilités de culture et d'exploitation. Pour M. AIGBE, c'est une aubaine pour l'Afrique et sa jeunesse, car le *Jatropha* permettra au continent de se doter d'une unité de fourniture énergétique à moindre coût au niveau local, de contribuer au couvert végétal, de créer des emplois.



Présentation de Mr Marcelin AIGBE (à gauche), représentant de JSF-Bénin

L'énergie solaire photovoltaïque et thermique.

Le Professeur NAPO du Laboratoire de l'Énergie Solaire de l'Université de Lomé a précisé qu'il existe deux types d'énergie solaire : le thermique et le photovoltaïque. Sa présentation qui a porté sur le photovoltaïque, fut succincte. D'abord il présenta les différents composants du rayonnement solaire et d'un système photovoltaïque. Son exposé s'est surtout approfondi avec les questions du public.

Ainsi pour le professeur NAPO, tous les systèmes d'énergie se valent, pour peu que le gisement et les conditions du milieu permettent une bonne exploitation. Il précisa aussi que le photovoltaïque n'est vraiment bénéfique qu'aux zones rurales. Les études ayant montré qu'en milieu urbain où l'électrification est assez avancé, le solaire photovoltaïque coûte plus cher que l'énergie traditionnelle. Ainsi le photovoltaïque dans les zones rurales ne devrait pas se limiter uniquement à l'éclairage, mais on devrait s'en servir pour alimenter des équipements communautaires (pompes, forages, éclairage public, ...).

Parlant de la recherche, le professeur pense que les chercheurs africains ne devraient pas s'orienter sur la même voie que les européens ; car les recherches coûtent cher, et devraient être adaptées aux réalités de nos milieux. On pourrait par exemple chercher un moyen de remplacer les composants électroniques qui ne supportent pas le soleil, par des mécanismes plus adaptés.



Professeur NAPO du laboratoire de l'énergie solaire de l'université de Lomé

Des conférences publiques

Mr KPOGO a entretenu l'assistance sur le thème : changement climatique et réduction de la vulnérabilité. Dans sa présentation, il a fait comprendre à l'assistance que les changements climatiques sont à la base de la dégradation de la condition des populations. Il a défini les changements climatiques comme étant un ensemble des changements de climat dus aux activités humains. Il a parlé des systèmes climatiques et de leurs interactions. Il a mis un accent sur la troposphère située à 11 kilomètres d'altitude et qui est constituée de plusieurs gaz dont l'azote (78%), l'oxygène (20,9%), l'argon, le gaz carbonique (0,2%), l'hélium, le crypton etc. Il a cité le gaz carbonique comme étant un gaz responsable de l'effet de Serre directe ; le HFC, BFC et le SF6 comme étant des gaz à effet de Serre non directe mais à long terme ; et l'oxyde d'azote et le monoxyde de carbone comme étant des gaz à effet de Serre indirecte. Il a défini l'effet de Serre comme étant le réchauffement de la terre par les rayons solaires. En effet, une partie de l'énergie absorbée par le sol est réémise sous forme de rayons Ultraviolets. Selon ce dernier, plus de trois milliards de tonnes de CO2 sont rejetées dans la nature par an. Cette situation est la cause première du renforcement de la capacité du sol à rejeter l'énergie. La température ambiante de la terre s'est élevée de 0,6°C au cours du vingtième siècle, augmentant ainsi l'amplification de l'effet de Serre. L'augmentation de la température sur la terre entraîne de ce fait une augmentation des cycles des catastrophes sur la terre. Au TOGO, afin d'améliorer les conditions par rapport au climat, les études préconisent le renforcement des capacités à tous les niveaux, le changement de comportement, la prévoyance des dégâts et la lutte contre la pauvreté.

Pr EDJAME Kodzovi, professeur à l'Université de Lomé. Il a entretenu les participants sur le thème : les signatures du changement climatique en Afrique de l'Ouest.

Le réchauffement climatique est un phénomène à la fois favorable et défavorable car il provoque la sécheresse à certains endroits et ailleurs, une période de pluie abondante comme au TOGO en 2007. Le professeur a montré que le changement climatique est une évidence et qu'il fallait désormais prendre la mesure de la chose et l'intégrer désormais dans toutes nos politiques de développement.

M MOUSSA Na Abou, de ENDA s'est intéressé aux mesures locales efficaces de lutte contre le changement climatique. En substance nous pouvons retenir que l'Afrique n'a pas les moyens de lutter contre le changement climatique. Toutefois, il doit désormais être pris en compte dans nos politiques. L'Afrique doit se focaliser plus sur la question de l'adaptation. Ce qui implique la prise en compte de ce phénomène dans notre vécu quotidien.

Mlle FREITAS Sandra Adeyemi de JVE a détaillé les actions que mènent les Organisations de la Société Civile (OSC) dans la lutte contre le changement climatique. Celle-ci a fait un récapitulatif des grandes rencontres qui ont réuni les OSC de par le monde. La communicatrice a lancé un appel aux OSC présentes afin que celles-ci se mobilisent pour prendre activement part aux grandes rencontres prévues.

Ainsi, un appel fort a été lancé pour la Conférence des Parties de Copenhague (COP15) qui aura lieu en décembre 2009.

Pr EDJAME Kodzovi a présenté son exposé autour du thème : les énergies renouvelables, moteur du développement.

Il a défini les énergies renouvelables comme étant des énergies inépuisables dont l'utilisation amènera l'humanité à sauvegarder l'environnement. Les énergies renouvelables peuvent contribuer à la réduction du phénomène de réchauffement climatique car ils n'utilisent pas les gaz à effet de Serre qui ont une durée de vie de plusieurs décennies dans l'atmosphère.

Mr AFFO Aledjou Mawé, directeur de la planification énergétique, a concerné les enjeux des énergies renouvelables. Il a d'abord fait l'historique de cette nouvelle science. Ensuite, il a montré les impacts positifs de cette énergie alternative dans la lutte contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement : deux éléments très chers aux promoteurs des Objectifs du millenium pour le Développement.

Mr ETIOSA Uyigue du (CREDC) lui, a relevé les opportunités des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest. Pour ce communicateur, la question des énergies renouvelables doit désormais être un vecteur de développement de l'Afrique en général et celui de l'Afrique de l'ouest en particulier. M. ETIOSA a rappelé aux participants que l'Afrique est un continent fortement ensoleillé. Il serait donc souhaitable que l'Afrique mette à profit cet atout pour assurer son développement.

Mr AFANDOE, il était question de proposer des stratégies, orientations et des opportunités d'affaire qu'offrent les énergies renouvelables à l'Afrique.

Pour ce dernier l'accès à l'énergie étant un défi majeur pour le développement des peuples, la disponibilité des énergies renouvelables en Afrique reste un facteur de développement. Dans le monde tout comme en Afrique, une infime partie des populations a accès aux énergies modernes notamment l'électricité. Cela freine sensiblement le développement économique et entraîne l'utilisation massive de la biomasse comme source principale d'énergie causant ainsi des problèmes de déforestation et de santé publique. Il devient donc impératif d'assurer la transition pétrolière par un recours plus conséquent aux énergies renouvelables qui présentent plusieurs avantages et sont très peu polluantes.

Au plan national, il faut élaborer des stratégies de promotion des biocarburants comme c'est déjà le cas dans certains pays tels le Nigéria, le Ghana et le Sénégal.

Ces communications ont apporté des éclaircissements sur le domaine des énergies renouvelables et viennent confirmer les objectifs de JVE en la matière. Ils ont tous donné raison aux promoteurs de ces énergies et encouragent d'autres à emprunter leurs pas.

Atelier sur les enjeux climat post Kyoto

L'atelier d'échanges sur les enjeux climat post-Kyoto 2012 a eu lieu le vendredi 13 et le samedi 14 à l'auditorium du Centre Culturel Français (CCF). Il a regroupé les séminaristes venant de divers pays d'Afrique tels que le Ghana, le Bénin, le Burkina-Faso, le Nigeria, le Cameroun, la RDC et le Sénégal. Le but de cet atelier était d'informer les participants sur les problèmes liés aux changements climatiques et d'échanger autour de ce thème en vue de trouver des solutions à ces problèmes.

« Comment faire profiter l'adaptation au développement local »

- Monsieur MOUSSA d'ENDA.

Dans cette rubrique il a été question des ajustements opérés dans les pratiques quotidiennes pour faire face aux effets des changements climatiques et des questions de développement local. En effet, les grandes lignes de cette communication ont porté sur l'adaptation, le développement, les acteurs impliqués, les différentes rubriques d'un point de développement local, le coût, la période de réalisation et la source de financement. A ce titre, deux exemples ont été donnés.

« Les dimensions sociales du changement climatique »

- Monsieur ALOUKA Sena, Directeur exécutif de JVE TOGO.

A ce niveau, il a fait un aperçu des différents gaz présents dans l'atmosphère en particulier les gaz à effet de serre. Aussi, dans l'optique de faire passer le message à tous les niveaux et dans toutes les langues, il a demandé aux participants de procéder à la traduction de certaines terminologies relatives au changement climatique dans leurs langues vernaculaires respectives. Il a insisté sur le fait que les êtres humains appartiennent à la même planète mais que la vulnérabilité au changement climatique diffère selon leur niveau de vie, les plus pauvres étant les plus vulnérables.

« Etat des négociations et rôle potentiel des organisations de la société civile ».

-Monsieur MOUSSA Nado d'ENDA-TM

Dans son exposé, le conférencier a abordé les points comme la convention du climat, le protocole de Kyoto, le post 2012, l'état actuel des négociations et le rôle des organisations de la société civile.

« Identification des actions prioritaires de lutte contre les changements climatiques dans la sous-région Ouest-Africaine et au Togo ». - Sandra Freitas de JVE Togo

Sandra Freitas a d'abord situé le contexte des changements climatiques en Afrique de l'Ouest avant d'aborder les actions urgentes à mener. Parmi celles-ci, nous pouvons citer :

- promotion des investissements dans la recherche dans le domaine des changements climatiques,
- évaluation de la vulnérabilité actuelle et future,
- identification des options,
- élaboration des critères de priorisation des PANA

Mais le problème majeur qui se pose est celui du financement de ces actions.

Les actions d'atténuation suivantes ont été citées :

- renforcement des capacités institutionnelles d'atténuation,
- règlement sur les émissions des gaz à effet de serre,
- promotion des mécanismes de développement,
- actions sur les communautés devant d'être soutenues par le renforcement de l'accessibilité aux énergies renouvelables qui améliorent leur condition de vie.

Certaines insuffisances ont été relevées et des solutions ont été identifiées. Madame Freitas a conclu en disant que l'adaptation constitue un défi mais aussi une opportunité.

« Efforts du Togo face aux enjeux du climat »

- Monsieur LARE du Togo.

Le conférencier a parlé du contexte, des engagements du Togo, des objectifs, des différentes formes d'énergies nouvelles et renouvelables, des notions élémentaires sur ces énergies.

Les participants à l'atelier sur le climat post Kyoto

A la fin de cette dernière communication, deux commissions ont été constituées : l'une pour réfléchir sur les stratégies en vue d'une collaboration plus étroite entre les acteurs de la société civile en Afrique de l'Ouest et la participation à la COP 15 ; l'autre sur les actions prioritaires en matière d'adaptation communautaire et de collaboration entre le secteur public et privé.

Cet atelier a donc permis aux participants de renforcer leurs connaissances en matière de changement climatique en particulier en ce qui concerne la vulnérabilité des populations pauvres en cas de réchauffement climatique et sur les solutions qui existent pour permettre à ces populations de faire face à cette menace, notamment l'adaptation.

La clôture de cette semaine a été marquée par les mots des différentes délégations étrangères, la restitution des travaux des différentes commissions, la lecture de la déclaration finale.

Résumé de la commission sur les énergies renouvelables :

Cette commission a résumé les forces, les faiblesses et les doléances concernant les énergies renouvelables.

1) Forces

- Au niveau du gouvernement : Existence d'un document stratégique donnant les orientations à suivre en matière de politique énergétique.
- Au niveau des opérateurs : Leur disponibilité, leur motivation, leurs compétences et les investissements réduits.
- Au niveau des consommateurs : Les besoins énormes en matière d'énergie et l'intéressement pour ces technologies.

2) Faiblesses

- Au niveau du gouvernement : Leur faible implication, leur mauvaise connaissance du domaine et le manque d'action concrète connue du public.
- Au niveau des opérateurs : L'absence d'organisation entre les différents acteurs, l'approche marketing qui n'est pas adaptée aux situations financières des populations et l'absence de lobbying dans le domaine.
- Au niveau des consommateurs : La méconnaissance des énergies renouvelables et notamment solaires, l'habitude d'utiliser les énergies fossiles et le faible pouvoir d'achat.

3) Doléances

- Au niveau du gouvernement : une plus grande implication dans le secteur et l'exonération effective des taxes sur les équipements basés sur les énergies renouvelables.
- Au niveau des opérateurs : L'organisation des acteurs de la filière et la bonne maintenance des équipements installés.

Résumé de la commission d'évaluation

Cette commission a soulevé un certains nombre de manquements dans l'organisation de cette semaine :

- La communication fut insuffisante.
- Les transports n'étaient pas à l'heure.
- Les traductions n'étaient pas systématiques et parfois de niveau insuffisant.

Les membres de cette commission ont souligné que malgré les efforts de JVE, certains invités du Nigéria repartent insatisfaits.

Résumé de la commission sur la déclaration finale

Cette commission a résumé les problèmes existants en ce qui concerne l'implication des gouvernements et des populations sur la question du réchauffement climatique :

- Les gouvernements de la sous région sont la plupart du temps ignorants sur la thématique du réchauffement climatique.
- Les communautés locales ne sont pas bien informées.
- Le protocole de Kyoto ne prend pas en compte l'Afrique de l'Ouest.

Mais les personnes présentes se disent motivées pour faire évoluer cette situation. Pour cela la commission propose un certain nombre de mesures :

- Etablir un agenda afin de discuter du changement climatique.
- Promouvoir les efforts locaux afin de lutter contre le réchauffement climatique.
- Augmenter les capacités au niveau local afin de disposer d'un accès pour tous à l'eau potable en particulier dans les zones rurales.
- Créer une coalition ouest-africaine sur le changement climatique chargée de présenter un rapport à Copenhague.
- Montrer aux populations et aux gouvernements que les énergies renouvelables sont une opportunité énorme et leur faire comprendre les enjeux du réchauffement climatique.

Conclusion

La semaine du climat et des énergies renouvelables a permis de rassembler des centaines de personnes pour échanger et s'informer sur des thèmes d'une importance cruciale à notre époque. Cette manifestation fut la première du genre organisée en Afrique et témoigne de l'engagement dont fait preuve certaines ONG d'Afrique de l'Ouest. Les participants ont pu débattre sur les questions des changements climatiques, en apprendre plus sur les énergies renouvelables en particulier l'énergie solaire et découvrir les merveilles réalisées avec le Jatropha. Des passants en particulier des élèves de primaire, collège et lycée ont été sensibilisés sur ces sujets. Aussi, malgré la relativement faible affluence, cet événement a atteint ses objectifs. De plus, un réseau ouest africain a été créé : Le réseau WACCC pour « West African Coalition on Climate Change » (La coalition ouest-africaine sur le changement climatique) coordonné par JVE et dont toutes les associations ayant participé à la semaine sur le climat et les énergies renouvelables font automatiquement parti. Pour adhérer à ce réseau il faut tout d'abord adhérer à la coalition nationale associée. Le but d'une telle coalition est pour les pays d'Afrique de l'Ouest d'avoir plus de poids lors des discussions de la COP15 qui auront lieu à Copenhague en décembre 2009 afin que l'Afrique ait sa place dans les négociations sur le climat post Kyoto ce qui n'était pas le cas dans les négociations précédentes sur les changements climatiques.

Pour plus d'informations : yvetogo@hotmail.com

ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement
131, rue Ofé Tokoin Casablanca - BP : 8823, Lomé, Togo
Tel +228-220 0112 Mobile:+228-918 25 02, Fax:+228-222 0 648 - Site Web: www.ong-jve.org

Mise en ligne : planetenergie.org